

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition  
écologique et solidaire

## Direction générale de l'aviation civile

### Décision n° 2020/02 du 18 février 2020 portant sanction en matière de quotas d'émission de gaz à effet de serre (transport aérien)

NOR : TREA2005444S  
(Texte non paru au journal officiel)

#### La ministre de la transition écologique et solidaire,

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté modifiée par le règlement (UE) n° 2017/2392 du 13/12/2017 ;

Vu le règlement (UE) n°109/2013 de la Commission du 29 janvier 2013 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union aux pays de l'AELE membres de l'EEE ;

Vu le règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions n° 280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 229-10, R. 229-37-10 et D. 229-37-10 ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

Vu l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ;

Vu le rapport de non-conformité daté du 28 juin 2019 établi par la Caisse des dépôts et consignations, teneur du registre européen ;

Vu la lettre de mise en demeure du 17 juillet 2019 adressée à l'exploitant d'aéronef BUSINESS AIR A.S ;

Considérant, en premier lieu, que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) appliqué aux industries a été étendu aux activités aériennes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ; que depuis lors, les exploitants d'aéronefs, sans préjudice de leur nationalité, sont tenus de restituer un nombre de quotas correspondant aux émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) générées par leurs vols effectués à destination ou en provenance de l'Union européenne ; que toutefois le règlement n° 2017/2392 précité a limité le champ d'application du dispositif aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'espace économique européen du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2023 ;

Considérant, en second lieu, que l'exploitant d'aéronefs BUSINESS AIR A.S, nonobstant la mise en demeure précitée, n'a pas rempli ses obligations vis à vis du dispositif EU ETS au titre de 2018 en ne procédant pas à la restitution d'un nombre de quotas équivalent à ses émissions de CO<sub>2</sub> ;

Considérant enfin que, pour la fixation du montant de l'amende encourue, l'article L. 229-18 du code de l'environnement qui a transposé en droit français les dispositions fixées par la directive 2003/87/CE susvisée, prévoit une amende d'un montant de 100 euros par quota non restitué réévaluée en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ; qu'en cas de déclaration manquante, l'autorité compétente peut effectuer un calcul d'office de celle-ci en utilisant les outils logiciels d'évaluation mis en œuvre à cet effet par Eurocontrol, conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2011 susvisé ; que les outils précités ont permis d'estimer la quantité de CO<sub>2</sub> émise par BUSINESS AIR A.S au titre de l'année 2018 à 449 tonnes ;

Considérant que le montant de l'amende par quota non restitué réévalué au titre de l'année 2018 s'établit à 103,88 euros,

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Une amende administrative d'un montant de quarante-six mille six quarante-deux euros (46 642 €), est infligée à la société BUSINESS AIR A.S pour manquement à l'obligation de restitution de 449 quotas correspondant à ses émissions de CO<sub>2</sub> au titre de l'année 2018.

#### **Article 2**

Le directeur du transport aérien ainsi que le trésorier-payeur-général assignataire sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'exploitant BUSINESS AIR A.S et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la transition écologique et solidaire.

Fait le 18 Février 2020

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur du transport aérien

Marc BOREL

: